



COMMUNIQUE DE PRESSE

Plan de sortie du Glyphosate

Sortons du dogmatisme et ne marginalisons pas les producteurs français

Après la cacophonie des dernières semaines, les représentants des Etats Membres de l'Union Européenne ont finalement voté en faveur du renouvellement pour cinq ans du glyphosate. Une position qui est un moindre mal mais qui a été désavouée par le gouvernement français.

Paris, le 28 novembre 2017 - Si 18 Etats membres ont voté en faveur de la proposition de la Commission européenne, la France a, pour sa part, voté contre ! L'AGPB, l'AGPM, la CGB et la FOP désapprouvent totalement la position française et tiennent à le faire savoir avec force.

Cinq ans, pour un plan de sortie du glyphosate, c'est déjà beaucoup trop court. Trop court déjà quand on sait qu'il n'y a aucun fondement scientifique pour mettre fin à l'utilisation du glyphosate. Trop court toujours quand on sait qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucune alternative viable économiquement et satisfaisante d'un point de vue environnemental. Trop court enfin quand on vit au quotidien dans le principe de réalité économique qui veut qu'au niveau international, les autres producteurs peuvent l'utiliser sans contrainte.

Dans un esprit de responsabilité, l'AGPB, l'AGPM, la CGB et la FOP se déclarent toutefois prêtes à s'engager pour trouver des solutions alternatives à l'image de celles qu'elles ont proposées dans le cadre du « contrat de solutions » aux côtés de la FNSEA.

Alors quand la France dit, au plus haut sommet de l'Etat, que ce renouvellement est pour une durée maximale de trois ans, les producteurs de l'AGPB, de l'AGPM, de la CGB et de la FOP sont abasourdis. Eux qui savent tout ce que l'agriculture a apporté à la construction européenne, eux qui prônent la relance du projet européen par le maintien d'une politique agricole réellement commune, eux qui refusent le repli sur soi sous couvert de subsidiarité, estiment que cette décision fragilise l'Europe.

Au-delà, les producteurs de l'AGPB, de l'AGPM, de la CGB et de la FOP ont le sentiment de n'être qu'une variable d'ajustement pour faciliter des arbitrages politiques. Face à ce mépris affiché à leur égard, ils veulent des Pouvoirs publics une réponse claire : pour eux, l'agriculture est-elle un secteur économique stratégique pour notre pays qu'il faut encourager ou détruire ?

Contacts Presse

AGPB
Léa CHARRON
06 23 47 67 47

AGPM
Anne KETTANEH
06 83 22 05 01

CGB
Carine ABECASSIS
01 44 69 41 36

FOP
Thibaut LEDERMANN
06 50 69 20 08